



OBSERVATOIRE
géopolitique de
l'Indo-Pacifique

LES ENJEUX DU REVIREMENT DIPLOMATIQUE DE NAURU VERS LA CHINE AU DÉTRIMENT DE TAIWAN

Alexandre Dayant / Chercheur associé, Lowy Institute

Février 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Alexandre Dayant / Chercheur associé, Lowy Institute

Alexandre Dayant est le directeur adjoint de l'Indo-Pacific Development Centre, au sein de l'Institut Lowy, basé à Sydney, en Australie. Il est notamment l'auteur de la Pacific Aid Map et de la Southeast Asia Aid Map, des outils analytiques permettant de suivre les flux d'aide et de développement, y compris ceux en provenance de Chine, à destination des îles du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est. Ses intérêts portent sur l'aide et le financement du développement, ainsi que sur la géoéconomie. Il rédige des analyses portant sur divers sujets, tels que la politique étrangère australienne, les problématiques de développement, les nations insulaires du Pacifique, d'Asie du Sud-Est et l'Europe.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire, co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS et **Éric Mottet**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Université Catholique de Lille, s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, professeur à l'Université catholique de Lille

Nauru, un pays insulaire du Pacifique de 12 000 habitants pour 22 km², situé à 4 500 km au Nord-Est de l'Australie, a choisi de mettre fin à ses relations diplomatiques avec Taïwan, et a décidé de reconnaître la Chine. C'est un revers pour Taïpei, peu de temps après l'élection présidentielle de Lai Ching-te, défenseur de l'identité démocratique de l'île. Nauru, étroitement lié à l'Australie, a dévoilé cette décision dans un communiqué le lundi 15 janvier 2024, la présentant comme étant une « étape initiale significative dans le développement du pays »¹.

Cette décision reflète l'intense compétition géopolitique qui sévit dans le Pacifique, ainsi que l'effort de Pékin pour éroder le soutien diplomatique de Taïwan dans la région et isoler davantage le pays tout en se présentant comme le champion des pays du Sud². Avec ce changement d'allégeance, la Chine renforce sa position dans le Pacifique. Cinq ans après le revirement diplomatique des Îles Salomon et de Kiribati, il ne reste désormais plus que trois pays reconnaissant formellement Taïwan dans le Pacifique : Tuvalu, les Îles Marshall et Palau.³ Le revirement de Nauru n'est cependant pas un cas isolé et reflète plutôt une tendance mondiale, où les gouvernements estiment que leurs intérêts, principalement économiques, seront mieux servis en reconnaissant la Chine plutôt que Taïpei. C'est notamment le cas en Amérique latine et en Afrique.

L'annonce du gouvernement de Nauru a inclus une mise en garde faisant référence à la loi nationale sur les crimes informatiques de 2015, ce qui a été perçu comme une tentative de sa part d'empêcher toutes discussions ou commentaires publics sous peine de poursuite judiciaire. L'absence de débat parlementaire ou public sur la décision du revirement a suscité des opinions variées parmi les Nauruans, certains exprimant des inquiétudes et d'autres la considérant comme un mouvement allant dans l'intérêt du pays. Les implications de cette décision sur les élections à venir et le rôle des médias chinois récemment établis dans le pays dans le façonnement de l'opinion publique ne sont pas claires⁴. Mais elles mettent en lumière les interactions complexes entre la géopolitique et les dynamiques locales qui peuvent influencer la résilience démocratique. Nauru avait d'ailleurs une première fois basculé du côté

¹ « Nauru, micro-État du Pacifique, rompt ses liens diplomatiques avec Taïwan », *RFI*, 15 janvier 2024. <https://www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20240115-nauru-micro-%C3%A9tat-du-pacifique-rompt-ses-liens-diplomatiques-avec-taiwan>

² Ministère des Affaires étrangères de Chine, « Wang Li les relations Chine-Nauru ont ouvert un nouveau chapitre », 24 janvier 2024. https://www.mfa.gov.cn/fr/zxxx/202401/t20240125_11232966.html

³ Patricia O'Brien « Nauru's geopolitical clout », *The Diplomat*, 18 janvier 2024. <https://thediplomat.com/2024/01/naurus-geopolitical-clout/>

⁴ Ryan Woo « China state media races to plan presence in Nauru after switch from Taïwan », *Swissinfo*, 17 janvier 2024. <https://www.swissinfo.ch/eng/reuters/china-state-media-races-to-plant-presence-in-nauru-after-switch-from-taiwan/49133738>

de Pékin en 2002 après 22 ans de relations avec Taiwan avant de se rallier une nouvelle fois à Taipei en 2005.

Depuis l'annonce, de nombreuses spéculations ont circulé concernant les raisons qui ont poussé le gouvernement de Nauru à prendre cette décision, et il y a peu de doute qu'un support financier conséquent a été proposé au gouvernement. Mais le moment choisi par Nauru pour basculer semble délibérément conçu pour contrarier Taiwan, surtout après le résultat prosouveraineté aux élections présidentielles qualifié de « mauvais choix » par Pékin. Le gouvernement taïwanais accuse d'ailleurs Pékin de riposter contre le résultat de ses élections, affirmant que la Chine utilise ses fonds de développement pour punir Taiwan à l'international et influencer ses alliés. D'une certaine manière, ce changement témoigne d'une capacité diplomatique chinoise plus convaincante que celle de Taipei, et de son influence grandissante dans le Pacifique.

Pour Nauru, cette action diplomatique peut se résumer en partie par un simple calcul économique. Au cours de la dernière décennie, Taiwan a contribué à environ 22 millions de dollars en financement d'aide et de développement envers l'île, soit 6 % de l'ensemble des financements internationaux accordés à Nauru. En comparaison, l'Australie, le premier partenaire de développement du pays, a fourni 225 millions de dollars sur la même période. La Chine a donc probablement fait une offre suppléant le programme taiwanais existant. Les détails sont encore flous, mais certaines rumeurs affirment que le soutien financier chinois s'élèverait à environ 125 millions de dollars (australiens), étalés sur plusieurs années.

D'un point de vue australien, le choix de Nauru illustre malheureusement les limites de l'influence de son programme d'aide au développement dans le maintien de ses intérêts géopolitiques régionaux. D'une certaine manière, Canberra voit en Nauru un écho de la désillusion qu'a représenté l'accord de sécurité établie entre les îles Salomon et Pékin de 2022.

L'Australie, en s'appuyant sur la « normalité » de sa relation avec Nauru, particulièrement à travers la coopération bilatérale relative aux centres d'accueil et de traitement des réfugiés (« Regional Processing Centers ») se dirigeant vers l'Australie, a certes ouvert la voie à de fort gains économiques pour Nauru⁵. Mais cela n'était clairement pas suffisant pour empêcher le gouvernement de l'île d'aller chercher d'autres bénéfices ailleurs. L'histoire de Nauru est en effet jonchée de problèmes économiques, allant de la mauvaise gestion des ressources, notamment l'exploitation inconsidérée des mines de phosphates de l'île à la corruption de ses

⁵ Depuis 2001, Nauru accepte d'héberger des demandeurs d'asile qui ont tenté d'obtenir le statut de réfugiés auprès de l'Australie. Ils sont détenus à Nauru, aux frais de Canberra, pendant que leurs dossiers sont traités. En contrepartie, l'Australie a accru son aide au développement au bénéfice de Nauru.

responsables politiques. S'assurer de nouvelles ressources financières est donc un objectif constant du gouvernement.

Quoi qu'il en soit, empêcher un pays de changer d'allégeance diplomatique est une mission peu réaliste, que ce soit pour Canberra ou tout autre acteur. Les pays insulaires du Pacifique sont souverains et très souvent priorisent l'amélioration de leurs conditions à la stabilité de leur relation diplomatique avec l'Australie. Cependant, il est important de comprendre que ce ne sont pas tant les liens diplomatiques avec la Chine qui préoccupent les pays occidentaux – Canberra, Wellington, Washington et la France ont eux-mêmes des relations diplomatiques avec Pékin. C'est plutôt l'influence chinoise dans le domaine sécuritaire qui inquiète les puissances traditionnelles⁶.

Au fur et à mesure que la Chine renforce son influence diplomatique régionale, avec l'élargissement du nombre de pays adhérant à la politique de la « Chine unique » (« One China Policy »), des interrogations émergent. Par exemple, bien que le maintien de l'unité régionale soit une priorité pour les États membres du Forum des îles du Pacifique, les divergences sur des questions telles que le statut de Taiwan pourrait mettre à l'épreuve l'approche de la « Pacific Family first » (la famille du Pacifique d'abord).

En effet, la décision de Nauru implique que les trois alliés restants de Taiwan dans la région vont se sentir davantage isolés. Les Îles Marshall et Palau sont des États associés aux États-Unis et bénéficient d'un accord baptisé "Compact of Free Association" - accord de libre association – qui prévoit un soutien économique américain en échange d'un accès stratégique aux eaux et à l'espace aérien des archipels. Une présence chinoise dans ces pays semble incertaine.

De son côté, Tuvalu a récemment signé un traité avec l'Australie, le « Falepili Union » à travers lequel Canberra s'engage à assurer la sécurité de l'archipel, notamment en octroyant un visa spécial permettant aux citoyens de Tuvalu d'immigrer en Australie, ainsi qu'en augmentant son aide au développement et son soutien aux efforts d'adaptation climatique. En échange, Tuvalu s'engage à coordonner avec l'Australie toutes les coopérations en matière de sécurité et de défense qui pourraient être conclues avec d'autres États.

Cependant, les élections législatives de l'archipel du 26 janvier 2024 risquent de changer la donne. Le Premier ministre Kausea Natano, qui a négocié le traité avec l'Australie, a perdu son siège lors des élections. Ses successeurs potentiels souhaitent renégocier ou abandonner

⁶ Sam Sachdeva, « Nauru's China switch adds to Pacific pressure », *Newsroom*, 17 janvier 2024. <https://newsroom.co.nz/2024/01/17/naurus-china-switch-adds-to-pacific-pressures/>

l'accord Falepili⁷, tandis que la relation diplomatique du pays avec Taiwan est également remise en cause.

L'Australie et ses alliés occidentaux cherchent à protéger leurs intérêts stratégiques à Nauru. Créer des opportunités pour la population locale, en termes de santé et d'éducation est important. Offrir des possibilités migratoires similaires à celle offertes à Tuvalu par l'Australie devrait aussi être pris en considération par les puissances riveraines traditionnelles, y compris la France, si ces pays cherchent vraiment à consolider leurs objectifs communs de stabilité régionale.

⁷ Kirsty Needham «Tuvalu's pro-Taiwan leader loses seat in National election», 29 janvier 2024. <https://www.msn.com/en-us/news/world/tuvalu-pro-taiwan-leader-loses-seat-in-national-election/ar-BB1hl7Z9>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.